ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

réformes de l'assurance chômage et des retraites

Question au Gouvernement n° 4294

Texte de la question

RÉFORMES DE L'ASSURANCE CHÔMAGE ET DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. Monsieur le Premier ministre, en cette rentrée, la situation économique est, paraît-il, reluisante. Ainsi entend-on plusieurs ministres de votre gouvernement s'en réjouir bruyamment, sans aucune contradiction : les journalistes hochent la tête, les éditorialistes bêlent en cadence.

Le chômage baisse, disent-ils : qu'importe qu'il y ait 5,7 millions d'inscrits en catégories A, B et C, soit près de 5 % de plus qu'en mars 2020, si M. Le Maire et Mme Borne disent que le chômage baisse, alors le chômage baisse. Les emplois ne sont pas pourvus, disent-ils : qu'importe qu'il y ait en moyenne seulement un emploi non pourvu pour vingt inscrits en catégories A, B et C, si M. Le Maire et Mme Borne disent que le problème du chômage, ce sont les emplois non pourvus, alors ce sont les emplois non pourvus. Il n'y a pas eu de casse sociale, disent-ils : qu'importe qu'il y ait eu plus de mille plans de licenciements, entre mars 2020 et mai 2021 pour un total de 112 000 licenciements,…

Mme Caroline Fiat. Eh oui !

M. Adrien Quatennens. …malgré les milliards versés par l'État, si M. Le Maire dit qu'il n'y a pas eu de casse sociale, c'est qu'il n'y a pas eu de casse sociale.

Et c'est sur la base de ces réjouissances factices que vous comptez poursuivre la réforme de l'assurance chômage et, pourquoi pas, faire revenir la réforme des retraites, toutes deux promises à la Commission européenne, qui, une nouvelle fois, tient le stylo du programme économique de M. Macron pour sa campagne électorale.

Vous répétez à longueur d'antenne qu'il est inévitable que les Français travaillent plus longtemps : c'est faux ! Il y a quelque 150 milliards de réserves dans les fonds prévus à cet effet, donc il n'y a pas de problème immédiat de financement des retraites. Dire qu'il est inévitable que les Français travaillent plus longtemps équivaut simplement à un refus de partager les richesses produites, et il n'est nul besoin de stigmatiser les 3 % de la population active bénéficiant de régimes spéciaux pour tenter de diviser les Français.

Monsieur le Premier ministre, la réforme des retraites a été abandonnée il y a un an et demi, face à la mobilisation des Français et des parlementaires d'opposition. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI.)* Pour notre part, nous sommes prêts à la combattre de nouveau si elle devait revenir. Quels sont vos intentions et votre calendrier ? (Mêmes mouvements. – M. Sébastien Jumel applaudit également.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des retraites et de la santé au travail.

M. Laurent Pietraszewski, *secrétaire d'État chargé des retraites et de la santé au travail.* Monsieur le député Adrien Quatennens, le Président de la République l'a dit, le 12 juillet : la réforme des retraites est juste et nécessaire.

Mme Mathilde Panot. N'importe quoi !

M. Laurent Pietraszewski, *secrétaire d'État .* Vous le savez d'ailleurs, puisque nous en avons débattu longuement ici, il y a un peu plus d'un an.

Cette réforme, il nous faudra la faire pour assurer la pérennité du système par répartition, auquel nous croyons tous.

M. Éric Coquerel. Ce n'est pas vrai !

M. Laurent Pietraszewski, *secrétaire d'État .* Cette réforme, il faudra la faire pour faire que notre système de retraites puisse perdurer, mais aussi pour qu'il soit plus juste, et non plus éclaté et illisible, comme il l'est actuellement.

M. Fabien Di Filippo. N'oubliez pas que vous avez fait moins de 8 % aux dernières élections !

M. Laurent Pietraszewski, *secrétaire d'État .* Aujourd'hui, tout le Gouvernement est mobilisé sur la relance économique et l'amélioration des indicateurs – merci d'avoir rappelé qu'ils étaient bons. Vous avez eu raison de rappeler l'action du Gouvernement : grâce notamment au chômage partiel et aux aides qui ont permis aux entreprises de garder la tête hors de l'eau, le chômage est revenu à son taux de 2019, tandis que la croissance reste soutenue et dépassera sans doute les 6 %. *(Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

Mme Caroline Fiat. Ce n'est pas beau de mentir. Il y a des enfants qui nous regardent.

M. Laurent Pietraszewski, *secrétaire d'État .* Vous nous dites que cette réforme est inutile : je vous renvoie tout simplement aux études faites par le Conseil d'orientation des retraites, où siège l'ensemble des partenaires sociaux, études dont il ressort que notre système est en grande difficulté…

M. Éric Coquerel. Arrêtez avec ça !

M. Laurent Pietraszewski, *secrétaire d'État .* …avec 8 milliards d'euros de déficit, voués à devenir 10 et 15 milliards à l'horizon de 2035. Monsieur le député, vous ne pouvez pas nier la réalité de cette impasse budgétaire ni contester qu'elle met gravement en difficulté notre système par répartition. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Mme Caroline Fiat. Si ! Nous le contestons !

Mme Mathilde Panot. C'est la régression en marche !

Données clés

Auteur : M. Adrien Quatennens
Circonscription : Nord (1re circonscription) - La France insoumise
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 4294
Rubrique : Politique sociale
Ministère interrogé : Retraites et santé au travail

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/questions/QANR5L15QG4294

Ministère attributaire : Retraites et santé au travail

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 8 septembre 2021
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 septembre 2021